

Le pouvoir perd pied en Malaisie

Près de six mois après des élections législatives qui ont permis au parti à la tête de la Malaisie depuis l'indépendance, en 1957, de se maintenir, les problèmes s'approfondissent. Les critères ethniques sur lesquels le pouvoir a longtemps joué, divisant le pays entre Malais, Chinois, Indiens..., ne sont plus aussi prégnants. Quelle que soit leur origine, nombre d'habitants réclament des changements démocratiques.

PAR CHARLES DANNAUD *

« LE dilemme, pour les Chinois, est de s'emparer du pouvoir politique, alors qu'ils ont déjà le pouvoir économique, ou bien d'adhérer au principe du partage, qui a fait de ce pays ce qu'il est aujourd'hui. » Publiée fin juillet, la tribune de M. Mahathir Mohamad (1), premier ministre de la Malaisie entre 1981 et 2003, est typique des lieux communs partagés de longue date par les dirigeants de ce pays d'Asie du Sud-Est où les Chinois représentent un quart de la population, selon les statistiques ethniques en vigueur (lire « Repères »).

Mentionnant le contrat social implicite de l'indépendance (aux Malais le pouvoir politique, aux Chinois l'économie), l'ancien homme fort de l'Organisation nationale des Malais unis (United Malays National Organisation, UMNO) maintient cette vision de la société polarisée, consacrée par les émeutes sanglantes de 1969, dont les conséquences marquent toujours le pays. Cette année-là, des manifestations de joie des Chinois célébrant les bons résultats électoraux d'un parti d'opposition avaient dégénéré en deux mois d'affrontements avec les Malais, faisant officiellement cent quatre-vingt-seize morts.

Le gouvernement avait alors justifié les violences par le ressentiment des Malais envers les Chinois, accusés d'accaparer les richesses du pays. En fait, la concorde des bourgeoisies – malaise, chinoise et indienne – au pouvoir n'avait pas pris la mesure de la très grande pauvreté de la société, l'une des plus inégalitaires d'Asie, alors même que la guerre contre la guérilla communiste rendait suspecte toute revendication sociale. La réponse gouvernementale fut la mise en œuvre de la nouvelle politique économique (NPE), qui a inscrit dans la loi la distinction entre les Bumiputras (les « fils du sol »), c'est-à-dire les Malais et les

peuples autochtones) et les autres. Les premiers ont bénéficié en priorité de la redistribution des richesses.

La théorie du pauvre Malais et du riche Chinois n'était qu'une construction politique. L'économiste Elsa Lafaye de Micheaux (2) montre cependant que la plus grande pauvreté relative des Malais tenait avant tout au dualisme entre activités de subsistance et activités productrices de valeur, à la division ethnique du travail et à un accès différencié à l'éducation. En réalité, les inégalités de classe étaient fortes au sein de chaque communauté, et « le fait que 98 % des Chinois étaient ouvriers ou petits paysans [a alors été] tout simplement ignoré ».

Lors des élections législatives du 5 mai 2013, M. Mahathir a participé à la campagne sur le même thème, instrumentalisant la peur des Malais de perdre leur souveraineté au profit de la minorité chinoise. Une stratégie gagnante... de justesse. L'UMNO et sa coalition du Barisan Nasional (« front national »), qui inclut une composante chinoise, la Malaysian Chinese Association (MCA), et une composante indienne, le Malaysian Indian Congress (MIC), ont été reconduits, mais avec le plus mauvais score de leur histoire. Ils ont recueilli moins de suffrages que l'opposition rassemblée au sein de la coalition du Pakatan Rakyat (« pacte du peuple ») (3). Et le scrutin, entaché de nombreuses irrégularités, s'est déroulé dans des « conditions inégales : circonscriptions remaniées, transferts inexplainés d'électeurs, parti pris des médias dominants et, de façon notable, usage injustifié des ressources de l'Etat pour la campagne et l'achat de voix », selon la politologue Bridget Welsh, professeure associée à l'Université de management de Singapour.

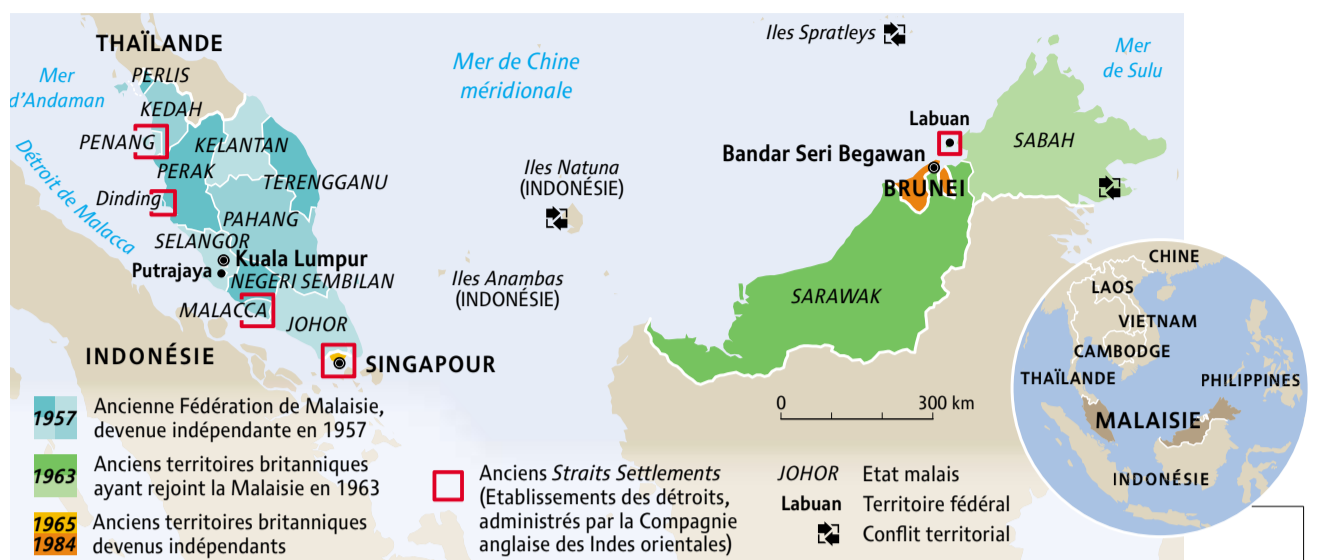
Les jeunes moins racistes que leurs aînés

RÉAGISSANT à cette très courte victoire, M. Najib Razak, le premier ministre en exercice, pourtant considéré comme modéré, a repris à son compte le discours raciste en désignant comme responsables de la déconvenue du Barisan Nasional les électeurs chinois, qui se sont détournés en masse du MCA, jugé sclérosé et inféodé à l'UMNO. En parlant de « tsunami chinois », le premier ministre nie la réalité d'un vote qui a vu une partie des Malais eux-mêmes se tourner vers l'opposition. Cette réaction illustre bien la difficulté des

dirigeants de l'UMNO à admettre que le clivage ethnique laisse place à un clivage sociologique et géographique.

Soufflant le chaud et le froid, M. Najib, par ailleurs initiateur du programme « Une Malaysia », qui vise à promouvoir l'« harmonie » entre les peuples du pays, a depuis appelé à une « réconciliation ». Cette démarche n'a pas beaucoup de crédit aux yeux du politologue Ahmad Fauzi, de l'Université des sciences de Malaisie : « C'est une vieille tactique du Barisan Nasional que de jouer les fauteurs de troubles, puis de parler de réconciliation en se posant en pacificateur. » Sauf que ces ficelles ne fonctionnent plus aussi bien que par le passé, notamment dans les zones urbaines, dont les habitants sont, selon le chercheur malaisien, « davantage influencés par les médias alternatifs, sites d'information et blogs, que par les médias traditionnels contrôlés par le gouvernement ».

Dans un pays où 56 % de la population a moins de 30 ans, la stratégie de l'UMNO paraît maladroite. « La jeune génération se considère comme malaisienne [plutôt que comme malaise, chinoise ou indienne], et elle fait moins preuve de racisme que ses aînés », observe Welsh, alors que le Barisan Nasional coalesce des partis communautaires. Par ailleurs, en adoptant envers les jeunes une attitude paternaliste, c'est-à-dire en se contentant de leur offrir des cadeaux et d'organiser des meetings avec des stars de la télévision et du cinéma, les dirigeants du Barisan Nasional ne mesurent pas la profondeur du rejet de la politique à l'ancienne, symbolisée par l'autoritarisme de M. Mahathir.



CÉCILE MARIN

Un legs du colonisateur britannique

PARTAGÉE territorialement entre la péninsule malaise et le nord de l'île de Bornéo, la Malaisie compte près de trente millions d'habitants. Le pays a connu plusieurs vagues d'immigration : chinoise depuis le sud de l'empire du Milieu à partir du début du XIX^e siècle, indienne – surtout des Tamouls – à la fin de ce même siècle. Les immigrants et leurs descendants nés dans le pays ont tous reçu la nationalité malaisienne au moment de l'indépendance. La carte d'identité de chaque Malaisien porte la mention de son origine ethnique et de sa religion.

Comme l'explique l'économiste Elsa Lafaye de Micheaux, il s'agit de « catégories arbitraires et largement fabriquées », étrangères au monde malais. Le colonisateur britannique a classé la population selon les théories raciales de la fin du XIX^e siècle pour des motifs d'efficacité administrative. L'importance donnée au critère ethnique dans l'organisation coloniale l'a ancré dans la société malaisienne.

C. D.

Cette jeunesse n'a pas connu le formidable décollage du pays dans les années 1980 et ne se sent pas redevable au vieux parti nationaliste. « C'est le paradoxe de l'UMNO, note Fauzi. Il a conduit le développement du pays et permis une émancipation des Malaisiens, qui, maintenant, votent contre lui. » Selon Lafaye de Micheaux, « la boîte de Pandore a été ouverte avec la crise asiatique [en 1997]. Les Malaisiens acceptaient une société autoritaire parce que la croissance profitait à tous ; mais ils se sont alors rendu compte qu'ils payaient très cher en termes de libertés quelque chose qui n'était plus là ».

Aujourd'hui, ce « tigre » asiatique présente de bons indicateurs macroéconomiques : une croissance du produit intérieur brut (PIB) de 5,6 %, une inflation contenue à 1,7 % en 2012 (4) et un taux de chômage de 3,3 % en avril 2013, selon les statistiques officielles. Dans la lignée de ses prédécesseurs, M. Najib a lancé en septembre 2010 son programme de transformation économique (ETP) avec pour objectif réaffirmé que la Malaisie rejoigne les rangs des pays à hauts revenus en 2020. Doté d'un budget de 300 milliards d'euros, ce plan mélange intervention publique, à travers les sociétés liées à l'Etat (en particulier dans le secteur énergétique), et encouragement de l'initiative privée, dont les investissements étrangers. La Bourse malaisienne est devenue une place financière reconnue, et pas seulement dans la finance islamique. Les marchés ont d'ailleurs bien accueilli l'annonce de la réélection du premier ministre.

Socialement, M. Najib affirme vouloir développer le marché intérieur, à la fois pour diminuer la dépendance du pays aux exportations et augmenter les revenus de la population d'ici à 2020. Il a instauré en mai 2012 un salaire minimum (environ 200 euros mensuels), faible au regard du coût de la vie en ville. Si l'on en juge par les résultats des élections, l'ETP, malgré son ampleur affichée, ne convainc guère : les Malaisiens sont préoccupés par la stagnation de leur pouvoir d'achat et réclament une amélioration des services publics, des infrastructures et de l'enseignement supérieur. Mais leurs critiques se concentrent sur la discrimination positive en faveur des Malais, qui fonde la NPE de 1969, même si cette politique s'est traduite par une réduction des inégalités entre les ethnies et au sein de chaque communauté.

Cette politique redistributive à base ethnique est toujours en vigueur, sous une forme altérée. « Elle est arrivée au bout de sa logique », estime Lafaye de Micheaux. Politiquement, le choix du critère ethnique a accentué les divisions de la société, renvoyant les membres des minorités

chinoise et indienne à un statut de citoyens de second rang : ils ont un accès plus difficile à la fonction publique, à l'université, à la propriété et à la participation aux grands groupes publics nés de la NPE. Par ailleurs, le système de patronage a aggravé la corruption pour le contrôle des marchés publics ou des rentes, telles que l'exploitation des matières premières ou des sites touristiques.

La vague de privatisations amorcée en 1986 a favorisé le népotisme. Et, selon Lafaye de Micheaux, « les 20 % les plus riches possèdent plus de la moitié des richesses du pays ». Une oligarchie prospère, liée de près à l'UMNO, concentre tous les avantages d'une politique dont les bénéficiaires ne sont plus les Malais pauvres. Pas plus que les peuples indigènes de Bornéo, dont les richesses du sous-sol sont exploitées à grande échelle.

Des scandales financiers éclatent, que dévoilent des médias alternatifs. Ainsi, M. Najib lui-même est empêtré dans une affaire de corruption liée à l'achat de sous-marins français alors qu'il était ministre de la défense. Après la plainte en France d'une association malaisienne, deux juges d'instruction ont été saisis de l'affaire.

L'opposition politique de la coalition du Pakatan Rakyat a fait campagne sur l'exigence de transparence. Mais son succès électoral doit beaucoup à sa promotion d'un modèle de société alternatif. Constituée de partis dépassant les clivages communautaires, proposant que le critère de la politique de redistribution ne soit plus ethnique mais social, elle a « réussi à créer des représentations de type citoyen et non plus communautaire », analyse Lafaye de Micheaux. L'enjeu identitaire est tel que le dirigeant du Pakatan Rakyat, M. Anwar Ibrahim, est considéré comme l'« accoucheur de l'identité multiculturelle de la Malaisie ». Longtemps présenté comme l'héritier de M. Mahathir, dont il était le ministre des finances avant de tomber en disgrâce en 1998, M. Anwar a connu la prison pour corruption et a été blanchi d'une accusation de « sodomie » qui visait à l'empêcher de se présenter.

Deux éléments concomitants ont favorisé cette évolution. D'une part, le développement des initiatives issues de la société, inspirées par les « printemps arabes » et appelant à un changement politique – en particulier deux manifestations organisées par le mouvement Bersih pour une réforme du système électoral. D'autre part, la multiplication des moyens d'information alternatifs, comme les réseaux sociaux, qui sont autant de relais de ces initiatives dans un pays où plus d'une personne sur deux a un compte Facebook.

Repères

Indépendance : 31 août 1957. En 1965, Singapour quitte la fédération et devient indépendante.

Système : fédération de treize Etats et de trois territoires fédéraux (Kuala Lumpur, Putrajaya et Labuan). Ils sont répartis en deux régions administratives, la Malaisie péninsulaire (onze Etats et deux territoires fédéraux) et la Malaisie orientale, le nord de l'île de Bornéo (deux Etats et un territoire fédéral).

Population : 29 241 000 habitants.

Régime politique : monarchie constitutionnelle, avec une Chambre des représentants et un Sénat.

Langue : malais.

Chef de l'Etat (le roi) : Abdul Halim Muadzam Shah (depuis 2011), élu pour cinq ans parmi les neuf sultans.

Chef du gouvernement : M. Najib Razak (depuis 2009).

Composition ethnique : 60 % de Malais, 25 % de Chinois, 10 % d'Indiens, 5 % d'autochtones.

Religion : l'islam est la religion d'Etat, mais la liberté de croyance est garantie.

Une nouvelle étape de l'engagement politique a été franchie avec le vote du 5 mai et la mobilisation de l'opposition, qui contestait les résultats des élections. Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont manifesté sans violence dans des stades à travers la Malaisie, réclamant la démission de la commission électorale. Le gouvernement de M. Najib a réagi en inculquant des députés, des étudiants, des blogueurs et des membres de l'opposition. « La société civile a grandi et l'engagement citoyen va croître encore, maintenant que la peur a disparu », affirme Welsh.

En dépit du grand nombre de recours déposés, il est peu probable que la commission électorale, qui dépend du bureau du premier ministre, revienne sur les résultats. « Le changement viendra, c'est inévitable, ne serait-ce que pour des raisons démographiques », estime Fauzi. Perdre le pouvoir ne sera pas un mal pour l'UMNO, qui pourra ainsi déraciner efficacement ses éléments corrompus et revenir avec une identité nouvelle, en suivant l'exemple des vieux partis nationalistes que sont le Parti du Congrès en Inde ou le Guomindang à Taïwan. L'horizon de 2020 fixé par M. Mahathir pour que la Malaisie rejoigne les pays à hauts revenus pourrait aller de pair avec la naissance d'une nation démocratique, capable de penser son identité et de prendre conscience de la richesse de sa multiculturalité.

(1) « Chinese better off after Merdeka », *New Straits Times*, Kuala Lumpur, 27 juillet 2013.

(2) Elsa Lafaye de Micheaux, *La Malaisie, un modèle de développement souverain ?*, ENS Editions, Lyon, 2012.

(3) Le Barisan Nasional a obtenu 47,4 % des suffrages mais 59,9 % des sièges au Parlement, contre 50,9 % et 40,1 % à la coalition de l'opposition, le Pakatan Rakyat.

(4) « World development indicators », Banque mondiale, Washington, DC, 2013.

Calendrier des fêtes nationales

1^{er} - 30 novembre 2013

1 ^{er}	ALGÉRIE	Fête nationale
	ANTIGUA-ET-BARBUDA	Fête de l'indépend.
3	DOMINIQUE	Fête de l'indépend.
	MICRONÉSIE	Fête de l'indépend.
	PANAMA	Fête de l'indépend.
9	CAMBODGE	Fête de l'indépend.
11	ANGOLA	Fête de l'indépend.
	POLOGNE	Fête de l'indépend.
18	LETTONIE	Fête de l'indépend.
	MAROC	Fête de l'indépend.
	OMAN	Fête de l'indépend.
19	MONACO	Fête nationale
22	LIBAN	Fête de l'indépend.
25	SURINAM	Fête de l'indépend.
28	ALBANIE	Fête de l'indépend.
	MAURITANIE	Fête de l'indépend.
	TIMOR-LESTE	Fête de l'indépend.
30	BARBADE	Fête de l'indépend.